

Jugement N°153/19/CJ/SII/TCC
du 08 août 2019

Rôle Général
BJ/TCC/2019/294

Société ECOBANK BENIN SA

(Mes Olga ANASSIDE & Nicolin ASSOGBA)

C/

- **Simone Raymonde Edith THIROUARD** épouse **HOUSSOU**
- **Société PHARMAQUICK**

(Me Maximin POGNON)

OBJET

Distraction de biens nantis

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

SECTION II

CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

Président : Romain KOFFI

Assesseurs : Eric ASSOGBA et Cyprien TOZO

Ministère Public : Mario Elonm METONOU

Greffier : Louis K. HOUNGBO

Débat le 25 juillet 2019 ;

Jugement contradictoire en premier ressort prononcé à l'audience publique du 8 août 2019;

PARTIES EN CAUSE

DEMANDERESSE :

ECOBANK BENIN SA, Société Anonyme de droit béninois, immatriculée au registre du commerce et du Crédit Mobilier numéro RB/COT/O8-B 2889 et sur la liste des banques et établissements financiers du Bénin sous le numéro B 0062 G, dont le siège social est sis à Cotonou, Rue du Gouverneur Bayol, immeuble ECOBANK BENIN, 01 BP 1280 Cotonou, agissant aux poursuites et diligences de son Directeur Général, Lazard Komi NOULEKOU, demeurant et domicilié ès qualité audit siège ;

Assistée de Maître ANASSIDE et Nicolin ASSOGBA, Avocats au Barreau du Bénin ;

D'UNE PART

DEFENDERESSES :

- **Simone Raymonde Edith THIROUARD épouse HOUSSOU**, ex administratrice de la Société PHARMAQUICK SA, demeurant et domicilié à Cotonou, Akpakpa, Fifadji-Houto, lot 16 quartier JAK ;

Assistée de Maître Maximin POGNON, Avocat au Barreau du Bénin ;

- **PHARMAQUICK SA**, avec conseil d'administration inscrite au RCCM de Cotonou sous le numéro RB/COT/07 B 1077 (ancien n°8.214-B) au capital de 100.000.000FCFA dont le siège social est sis à Cotonou, Akpakpa zone industrielle, 06 BP 713, Tél : 229 21 33 07 58, prise en la personne de son directeur général ;

D'AUTRE PART**LE TRIBUNAL,**

Vu les pièces du dossier ;

Où la Société ECOBANK-BENIN en ses moyens et prétentions ;

Après en avoir délibéré ;

Par acte du 2 avril 2019, la Société ECOBANK BENIN SA a attiré Simone Raymonde Edith THIROUARD épouse HOUSSOU et la société PHARMAQUICK SA devant le tribunal de commerce de Cotonou, pour obtenir la distraction de biens meubles nantis ;

Au soutien de son action, la Société ECOBANK BENIN SA expose qu'elle est créancière de la Société PHARMAQUICK à divers titres, en même temps que ORABANK BENIN SA et la BANQUE OUEST AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT ;

Que dans un premier temps, elle a accordé divers concours à la Société PHARMAQUICK SA en vue de l'acquisition de matériels professionnels ;

Que l'octroi de ces concours a été assorti d'un nantissement du matériel et des équipements à hauteur de 400.000.000FCFA ;

Que dans la poursuite de leurs relations d'affaires, elle s'est constituée en pool avec les autres institutions bancaires sus indiquées pour octroyer à la PHARMAQUICK SA, différents concours en vue du financement de l'acquisition de matériels et équipements ;

Que pour le remboursement de ces concours, elles ont également obtenu diverses garanties dont le nantissement du matériel et des équipements de PHARMAQUICK SA, en premier rang et sans concurrence, à hauteur de deux milliards quatre cents millions (2.400.000.000) suivant acte notarié du 28 Juin 2012 ;

Que par un nouvel acte du 28 juin 2012, elles ont relevé le montant de la garantie à une somme de FCFA deux milliards six cents millions (2.600.000.000) ;

Que le nantissement est une garantie qui confère à son bénéficiaire un droit de préférence et un droit de suite ;

Que Simone Raymonde Edith THIROUARD épouse HOUSSOU se prétendant créancière de la société PHARMAQUICK SA, a saisi et fait procéder au recollement et à l'enlèvement le 08 février et le 21 mars 2019 des biens nantis sus indiqués ;

Simone Raymonde Edith THIROUARD a versé des pièces au dossier mais n'a présenté aucune observation ;

La société PHARMAQUICK SA n'a fourni aucun élément au dossier ;

SUR LA DISTRACTION DE BIENS NANTIS

Attendu que la société ECOBANK BENIN SA sollicite du tribunal d'ordonner la distraction à son profit des biens nantis par la société PHARMAQUICK SA, saisis et enlevés par Simone Raymonde Edith THIROUARD ;

Attendu que l'article 141 alinéa 1^{er} de l'acte uniforme portant procédures simplifiées de recouvrement et des

voies d'exécution dispose : « *Le tiers qui se prétend propriétaire d'un bien saisi peut demander à la juridiction compétente d'en ordonner la distraction* » ;

Que seule, la qualité de propriétaire confère le droit de solliciter la distraction d'un bien objet de saisie ;

Attendu qu'en l'espèce la Société ECOBANK BENIN SA fonde sa demande sur ses conventions de nantissement des biens objets de saisie ;

Que le nantissement ne confère pas la qualité de propriétaire à son titulaire ;

Qu'il y a lieu de rejeter la demande formulée par la Société ECOBANK BENIN SA ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

- Rejette la demande de distraction de biens formulée par la Société ECOBANK BENIN SA ;
- La condamne aux dépens.

ONT SIGNE

LE GREFFIER

LE PRESIDENT